

No. 28422

**FRANCE
and
MOROCCO**

**Agreement on cooperation in the field of education for
Moroccan students residing in France (with annex).
Signed at Paris on 14 November 1983**

Authentic texts: French and Arabic.

Registered by France on 14 October 1991.

**FRANCE
et
MAROC**

**Accord concernant la coopération dans le domaine de l'en-
seignement pour les élèves marocains résidant en France
(avec annexe). Signé à Paris le 14 novembre 1983**

Textes authentiques : français et arabe.

Enregistré par la France le 14 octobre 1991.

ACCORD¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE ROYAUME DU MAROC CONCERNANT LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT POUR LES ÉLÈVES MARO- CAINS RÉSIDANT EN FRANCE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du
Royaume du Maroc

désireux de resserrer leurs liens d'amitié, d'approfondir la compréhension
entre les peuples français et marocain et d'intensifier leur coopération dans le domaine
de l'éducation

considérant que l'enseignement du français au Maroc et de l'arabe en
France sont de nature à favoriser les échanges souhaités entre civilisations

convaincus de ce que le maintien des enfants vivant à l'étranger dans la
connaissance de leur langue et de leur culture constitue un facteur essentiel de
l'épanouissement de leur personnalité et d'adaptation à leur milieu de vie ainsi qu'un
élément important pour leur réinsertion dans leur pays d'origine

- sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I

Enseignement primaire

ARTICLE 1

En accord avec les familles les Autorités françaises organisent en coopération avec les
Autorités marocaines à l'intention des élèves marocains inscrits dans les écoles pri-
maires en France, un enseignement se rapportant à la langue arabe, à la connaissance
de leur pays et de leur culture.

ARTICLE 2

Cet enseignement est dispensé indistinctement le matin ou l'après-midi pour assurer
le plein emploi du corps enseignant marocain. Il est intégré dans l'horaire officiel
des programmes français sur la base d'un horaire minimum de trois heures hebdoma-
daires.

ARTICLE 3

Les résultats obtenus par les enfants marocains dans les activités prévues à l'article 1
sont pris en compte au même titre que les autres disciplines dans l'appréciation
générale de leur travail scolaire. Ils sont inscrits sur le livret scolaire et portés à la
connaissance des familles.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1990, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de la dernière des notifications (des 17 décembre 1984 et 1^{er} août 1990) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, conformément à l'article 17.

ARTICLE 4

Afin de garantir une cohérence globale entre les enseignements régulièrement dispensés dans les écoles françaises et les enseignements visés à l'article 1, les deux Parties décident d'organiser une coopération pédagogique. Pour l'élaboration des manuels et instruments didactiques la procédure est la suivante : la Partie marocaine communique à la Partie française en vue des réunions du groupe de travail mixte prévu à l'article 16 les programmes qu'elle a élaborés. Les modalités de leur mise en oeuvre sont arrêtées conjointement par les deux Parties.

ARTICLE 5

Les enseignants désignés par le Maroc dans le cadre du présent accord font l'objet d'une présentation aux Autorités françaises par les voies administratives régulières. Ils sont intégrés dans l'équipe éducative de l'école après installation par l'inspecteur d'académie et sont affectés à une école de rattachement. Ils sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans les établissements où ils exercent.

ARTICLE 6

Les Autorités pédagogiques des deux pays assurent conjointement la formation continue et le contrôle des personnels enseignants marocains exerçant dans les écoles françaises.

Par ailleurs la Partie française facilite dans la mesure du possible la participation des enseignants marocains aux séminaires, stages et rencontres pédagogiques organisés à l'intention du personnel français notamment dans le domaine des techniques modernes d'éducation, afin de renforcer et de rénover les enseignements en arabe.

ARTICLE 7

Un enseignement se rapportant à la langue arabe, à la connaissance du Maroc et de sa culture peut être organisé par les établissements français, à l'intention des élèves marocains, sous forme d'activités scolaires différées en coopération avec les Autorités marocaines.

CHAPITRE II**Enseignement secondaire, technique et professionnel****ARTICLE 8**

Les élèves marocains inscrits dans les établissements français du second degré (collèges, lycées d'enseignement professionnel, lycées) sont informés de la possibilité de choisir l'arabe comme première, deuxième ou troisième langue.

ARTICLE 9

Les élèves n'ayant pu bénéficier des dispositions de l'article 8 ci-dessus, peuvent être appelés à suivre dans les collèges et dans les lycées d'enseignement professionnel des cours d'arabe et de civilisation marocaine en dehors des heures de classe. Ces cours sont dispensés par des enseignants marocains désignés à cet effet.

CHAPITRE III Personnel enseignant

ARTICLE 10

Le Gouvernement du Maroc, désigne et rémunère les enseignants marocains titulaires des cadres du Ministère marocain de l'éducation nationale en fonction des besoins. La mission de ces enseignants est une mission limitée dont la durée sera définie par les deux Parties. Ces enseignants bénéficient des dispositions mentionnées dans la Convention générale de Sécurité Sociale du 9 juillet 1965¹.

ARTICLE 11

Le Gouvernement français réserve aux enseignants marocains exerçant en France la même protection que celle accordée au personnel enseignant français.

ARTICLE 12

Les enseignants marocains bénéficient des dispositions relatives à la délivrance par le Ministère des relations extérieures de la carte «En mission» qui les place en situation de mission éducative en France.

CHAPITRE IV Dispositions générales

ARTICLE 13

Les Autorités marocaines peuvent être autorisées à organiser des examens en France et à délivrer des diplômes aux ressortissants marocains. Les Autorités françaises compétentes accordent à cet effet les facilités nécessaires, notamment par la mise à disposition de salles d'examens.

ARTICLE 14

Les Parties contractantes encouragent la coopération directe en matière d'échanges de documents pédagogiques et de formation du personnel enseignant. Il peut être organisé à cet effet, un programme de coopération pédagogique comportant des études, des recherches et travaux en commun se rapportant à l'enseignement de l'arabe, dans les écoles primaires et les établissements secondaires en France. Ce programme est examiné par le groupe de travail mixte prévu à l'article 16.

ARTICLE 15

Les manuels et les documents pédagogiques (cartes, films éducatifs, destinés aux enseignements qui font l'objet de l'accord) peuvent être importés en franchise selon une procédure figurant en annexe.

ARTICLE 16

Pour assurer la bonne application de cet accord, un groupe de travail franco-marocain est créé. Il a pour mission d'arrêter un programme d'application et de décider

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 694, p. 51.

toutes actions nécessaires en vue de la mise en oeuvre des articles précités. Le groupe de travail dont les membres sont choisis par leurs gouvernements respectifs se réunit deux fois par an. Une réunion se tient au printemps en vue de la préparation de la rentrée scolaire de façon à permettre aux Autorités françaises de mettre en place en temps voulu les enseignements.

ARTICLE 17

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des formalités requises par sa constitution pour l'entrée en vigueur du présent accord laquelle interviendra le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière de ces notifications.

Fait à Paris, le *le 14 Novembre 1983*

en double exemplaires chacun en français et en arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :
[Signé — Signed]¹

Pour le Gouvernement
du Royaume du Maroc :
[Signé — Signed]²

¹ Signé par Alain Savary — Signed by Alain Savary.

² Signé par Laraki — Signed by Laraki.

ANNEXE

Les livres et documents pédagogiques en langue arabe provenant du Maroc mis en place par les Autorités marocaines pour assurer les enseignements prévus par le présent accord, soit dans le cadre des activités scolaires régulières ou «différées» des écoles, soit en dehors des horaires normaux dans les établissements secondaires français sont admis en dispense de droits et taxes d'importation.

L'octroi de ce régime est subordonné pour chaque opération au dépôt préalable d'une demande signée par le responsable de l'organisme centralisateur qui sera désigné d'un commun accord à cet effet.

Cette demande doit indiquer la répartition des livres et matériels par établissement destinataire et comporter l'engagement de les acheminer sur la destination déclarée.

Les livres demeurent la propriété du Royaume du Maroc jusqu'au moment où ils sont, le cas échéant, remis contre décharge aux familles intéressées.

Les livres et matériels ayant bénéficié de ces exonérations ne peuvent être ni cédés ni prêtés à d'autres personnes qu'aux élèves, à titre gratuit ou onéreux sans accord préalable des administrations nationales compétentes.

ملحق

تعفى من حقوق ورسوم الاستيراد الكتب ومعدات التعليم باللغسة العربية الوجهة من طرف الملطات المغربية الى أنواع التعليم المنصوص عليها في هذا الاتفاق اما في اطار الوقت الدراسي المعمى لهذا الغرض او خارج أوقات الدراسة العادية في المدارس والمؤسسات الثانوية الفرنسية .

ويخترط في طرح هذا النظام بالنسبة لكل عملية ان يودع ملقا لهذا الغرض طلب موقع من سلول الهيئة المركزية التي ستمين باتفاق متحرك لهذا الغرض .

ويجب ان ينص هذا الطلب على كيفية توزيع الكتب والمعدات التربوية حسب المؤسسات التعليمية الوجهة اليها وان يتضمن التزاما بايفادها الى الجهة المرسله اليها .

ومن ناحية اخرى ، تبجل الكتب المعنية في حساب المادة التابع لمؤسسة التعليم المستقلة التي يجرى فيها التعليم المذكور وتبقى الكتب طكا للمطبعة المغربية الى ان تلم عند الاقتضاء لقاء شهادات براءة الذمة الى المافلات المعنية .

لا يجوز ان يتنازل عن الكتب والمعدات التي تحتفظ مسن الاضفاءات ولا ان تعار الى اشخاص آخرين غير التلاميذ سواء كان ذلك مجانا ام بمقابل مالي دون موافقة مسبقة من الادارات الوطنية المختصة .

المعمل 17 :

يشتر كل من الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر باستكمال الاجزات المنصوص عليها في دستوره ليدخل هذا الاتفاق حيز التطبيق بطلب من احد الطرفين ابتداءً من اليوم الأول من الشهر الثاني الموالي لتاريخ آخر اعمار .

حرر بانيس في 8 صفر 1404 موافق 14 نوفمبر 1983
في سختين بالعربية والفرنسية ويتساوى النصان في القوة القانونية .

عن حكومة المملكة المغربية

عزالهي العلي

عز الدين المراقبي
وزير التربية الوطنية

عن حكومة الجمهورية الفرنسية

A. Javary

الان سفري
وزير التربية الوطنية

الفصل 12 :

يتمتع المدرسون المغاربة بالمقتضيات المتعلقة بتعليم بطاقتة
 * في مهمة * من طرف وزارة العلاقات الخارجية التي تجعلهم مـسـي
 وضعية بعثة تربوية بفرنسا .

الباب الرابعأحكام عامةالفصل 13 :

يمكن أن يؤذن للسلطات المغربية تنظيم امتحانات وتليم شهادات
 للرعابا المغاربة عرسا . وتقدم السلط المغربية المختصة التسهيلات
 الضرورية لذلك وخاصة صوغ فاعمات الامتحانات تحت تصرفها .

الفصل 14 :

يشجع الطرفان المتعاقدان التعاون المباشر في مجالات تبادل الوثائق
 التربوية وتكوين المدرسين . ولهذه الغاية يمكن تنظيم برنامج للتعاون
 التربوي يشمل الدراسات والاحات والاعمال المشتركة خصوصا تعليم اللغة
 العربية في المدارس الابتدائية والمؤتمات الثانوية عرسا . ويسـدرس
 هذا السرامح من طرف فريق العمل المحتلط المنصوص عليه في الفصل 16 .

الفصل 15 :

يمكن استيراد الكتب المدرسية والوثائق التربوية (من خرائط
 وأفلام ترسوة الموجبة لأسواع التعليم صوصع هذا الاتفاق) ساعفاً من الرسوم
 الحمركية طبقاً للاجرا' المنصوص عليه في الملحق .

الفصل 16 :

سكوّن فريق عمل محتلط مغربي فرنسي للسهر على تطبيق هذا الاتفااق
 على أحس وجه ، سكون مهمه وضع سرامح تطبيقي ، واتحاد كل الاجـسـراا
 اللازمة لتطبيق المواد الواردة اعلاه ، وسنضم أعضاء هذا الفريق المختارون
 من طرف حكومهم مرس في السنة تكون احدهما في فصل الربيع لسببي' الدخول
 المدرسي وسمكن السلط المغربية من تنظيم هذا التعلّم في الوف الماسا .

المسالك الثاني

التعليم الثانوي، التقني والمهني

الفصل 8 :

يخبر التلاميذ المغاربة المعجلون بالمؤامات الثانوية الفرنسية (الأعداديات والثانويات وثانويات التعليم المهني) بإمكانية اختيار اللغة العربية كلغة أولى، ثانية أو ثالثة .

الفصل 9 :

يمكن للتلاميذ الذين لم يتمكنوا من الاستفادة من مقتضيات الفصل الثامن أعلاه ان يتابعوا في الثانويات وثانويات التعليم المهني دروس اللغة العربية والحضارة المغربية خارج الأوقات المدرسية الاعتيادية . وستلقى هذه الدروس من لدن مدرسين مغاربة معينين لهذا الغرض .

المسالك الثالث

هيئة المدرسين

الفصل 10 :

نفس الحكومة المغربية وتدفع رواتب المدرسين المغاربة المرشحين في أطر وزارة التربية الوطنية المغربية وذلك حسب الانبعاثات . وتكون مهمة هؤلاء المدرسين محدودة ، ويتم تحديد مذبها اتفاق بين الطرفين ويستمتعون بالمقتضيات المنصوص عليها في الاتفاقية العامة للمصالح الاجتماعي المعقودة في 9 يولو 1965 .

الفصل 11 :

توفر الحكومة المغربية للمدرسين المغاربة العاملين بفرنسا عن الحماية الممنوحة للمدرسين الفرنسيين .

الفصل 3 :

ان النتائج التي يحفل عليها الأطفال المغاربة في مراولة الاشطة المحددة في العمل الأول ستؤخذ بعين الاعتبار كإثبات كفاي المواد في التقييم العام لشاطهم المدرسي وتضمن في المجل المدرسي وتبلغ السى عليهم ماثلاثهم .

الفصل 4 :

ولممان انحام كامل بين المناهج التربوية الملقة بصفة اعتيادية في المدارس الفرنسية ونوع التعليم المشار اليه في العمل الأول ،تقرر ان ينظم الطرفان تعاوا تربويا . وتكون الطريقة لتحصير الكتب المدرسية والوسائل التربوية كما يلي : يعلن الطرف المعربي للطرف الفرنسي السرامح التي أعدها وذلك لمحتشها في فريق العمل المختلط المصموم عليه في العمل 16 . وستحدد طرق تطبيق تلك المساهم بتوافق بين الطرفين .

الفصل 5 :

ان المدرسين الذين يمينهم المغرب في اطار هذا الاتعاق سيقدمون السى السلطات الفرنسية بالطرق الادارية العادية ويدمحون في الهيئة التربوية بالمدرسة التي عموا فيها بقرار من السلطات التربوية الفرنسية وبمخصصون للقوايس والتطبعات الجاري بها العمل في المؤسسات التي يعملون بها .

الفصل 6 :

نؤمن السلطات التربوية لكل من السلدتين توفير التكويس المستمر والراقبة الادارية لهيئة المدرسين المغاربة العاملين بالمدارس الفرنسية ومن جهة اخرى ،فان الطرف الفرنسي سهل في حدود الامكان مشاركة المدرسين المغاربة في ندوات دراسية وتدرسيات ولقاءات تربوية منظمة لعائدة رجال التعليم الفرنسيين وخاصة في مجال التفنيات التربوية العصرية وذلك لتعريف وتطوير التعليم باللغة العربية .

الفصل 7 :

مكن تنظيم تعليم باللغة العربية برمي الى التعريف بالعصر وثقافته بالمؤسسات الفرنسية لعائدة التلامذة المغاربة ،ودلك على شكل اشطة مدرسية خارج أوقات الدرامة العادية سعاون مع السلطات المغربية .

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

اتفاق

بين الجمهورية الفرنسية والمملكة المغربية بشأن التعاون
في ميدان التعليم لصالح الامة الممارسة
المقيمين في فرنسا

ان حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة المملكة المغربية رغبة مسهما
في توطيد روابط الصداقة بينهما وتعميق حسن التفاهم بين الشعبين الفرنسي
والمغربي وتعزيز التعاون بين البلدين في مجال التربية .

وامتاراً مسهما . ان تعليم اللغة الفرنسية بالمغرب واللغة العربية
عرباً من شأنه ان يسهل التبادل الحضاري المتبادل بينهما .

واماماً مسهما شأن بلقاء الأطفال المقيمين بالخارج ليعلم وتعارفهم
ككل عاملاً اساساً لفتح حوارهم وانصاتهم في الوسط الذي يعيشون فيه
وعصراً هاماً لسهل اتماده ادمانهم في مجتمع الاقليات .

قد اتفقتا على ما يلي :

المادة الأولىالتعليم الاستثنائيالمادة 1

اتفقت مع تعاضلاً وتعاون مع السلطات المغربية . يتم إنشاء لمدارس
الفرنسية لغات في المدارس الابتدائية المغربية لتعليم لغات فرنسية
عندما يكون على أساس تدريس اللغة العربية والفرنسية معاً .

المادة 2

يحق هذا للتعليم في حصص خاصة و مماثلة على مستوى الامتحان لتعليم
الكامل لتعليم المدارس المغربية . ودمج هذا التعليم في الوقت لرمسي
المحدد للبرامج الفرنسية على أساس وقت ادنى لا يقل عن ثلاث ساعات
في الاسبوع .

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE
KINGDOM OF MOROCCO CONCERNING COOPERATION IN
THE FIELD OF EDUCATION FOR MOROCCAN STUDENTS
RESIDING IN FRANCE

The Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Morocco,

Desiring to strengthen their ties of friendship, increase understanding between the French and Moroccan peoples and intensify their cooperation in the field of education,

Considering that the teaching of French in Morocco and of Arabic in France are likely to promote the desired exchanges between civilizations,

Convinced that, for children living abroad, the continuing acquaintance with their language and culture constitutes an essential factor for the full development of their personality and for adaptation to their surroundings, and is also an important means of facilitating their reintegration in their country of origin,

Have agreed on the following provisions:

CHAPTER I. ELEMENTARY EDUCATION

Article 1

The French authorities, in cooperation with the Moroccan authorities, shall organize instruction for Moroccan pupils enrolled in French primary schools, in agreement with their families, relating to the Arabic language and to knowledge of their country and culture.

Article 2

This instruction shall be given either in the morning or in the afternoon without distinction to ensure the full use of the Moroccan teaching staff. It shall be integrated into the official French academic timetable, on the basis of a minimum of three hours a week.

Article 3

The results obtained by Moroccan children in the activities provided for in article 1 shall be taken into account in the same way as those obtained in other disciplines in the general evaluation of their academic work. They shall be entered in the school record and brought to the attention of their families.

¹ Came into force on 1 October 1990, i.e., the first day of the second month following the date of the last of the notifications (of 17 December 1984 and 1 August 1990) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 17.

Article 4

In order to ensure overall consistency between the instruction regularly given in French schools and the instruction referred to in article 1, the two Parties shall decide to organize educational cooperation. With regard to the preparation of textbooks and other teaching materials, the procedures shall be as follows: the Moroccan Party shall communicate to the French Party, with a view to the meetings of the joint working group provided for in article 16, the contents of the programmes prepared by it. The modalities of their implementation shall be decided jointly by the two Parties.

Article 5

The teachers designated by Morocco under this Agreement shall be introduced to the French authorities in accordance with the normal administrative procedures. They shall be integrated into the school teaching staff after appointment by the school inspector and shall be assigned to a base school. They shall be subject to the laws and regulations in force in the establishments where they work.

Article 6

The educational authorities of the two countries shall jointly ensure the ongoing training and monitoring of Moroccan teaching staff working in French schools.

Furthermore, the French Party shall facilitate, to the extent possible, the participation of Moroccan teachers in seminars, courses and educational meetings organized for French personnel, particularly in the field of modern educational techniques, with a view to enhancing and updating instruction in Arabic.

Article 7

Instruction based on the Arabic language and on knowledge of Morocco and its civilization may be organized by French establishments in cooperation with the Moroccan authorities, for the benefit of Moroccan students, in the form of after-school academic activities.

CHAPTER II. SECONDARY, TECHNICAL AND VOCATIONAL EDUCATION

Article 8

Moroccan pupils enrolled in French secondary establishments (*collèges*, vocational education *lycées* and *lycées*), shall be informed of the possibility of choosing Arabic as their first, second or third language.

Article 9

Pupils who have been unable to benefit from the provisions of article 8 above may be invited to take, in *collèges* and in vocational education *lycées*, courses in Arabic and Moroccan civilization outside regular classroom hours. These courses will be given by Moroccan teachers appointed for this purpose.

CHAPTER III. TEACHING PERSONNEL

Article 10

The Government of Morocco shall appoint and remunerate tenured Moroccan teachers from the registers of the Ministry of National Education in accordance with requirements. The mission of these teachers shall be a limited one, the duration of which shall be determined by the two Parties. These teachers shall benefit under the provisions of the General Convention on Social Security of 9 July 1965.¹

Article 11

The French Government shall accord to the Moroccan teachers working in France the same protection that it grants to French teaching personnel.

Article 12

Moroccan teachers shall benefit under the provisions relating to the issuance by the Ministry of Foreign Affairs of the "On mission" card, which confers upon them the status of persons on educational mission in France.

CHAPTER IV. GENERAL PROVISIONS

Article 13

The Moroccan authorities may be authorized to organize examinations in France and to issue diplomas to Moroccan nationals. The competent French authorities shall provide the necessary facilities for this purpose, in particular by making examination halls available.

Article 14

The Contracting Parties shall encourage direct cooperation in the areas of exchange of educational documentation and teacher training. For this purpose, an educational cooperation programme comprising studies, research and joint work relating to the teaching of Arabic in primary schools and secondary establishments in France may be organized. This programme shall be reviewed by the joint working group provided for in article 16.

Article 15

Textbooks and educational documentation (maps and educational films intended to be used in the instruction provided for in this Agreement) may be imported free of customs duties in accordance with the procedure set forth in the annex.

Article 16

In order to ensure the proper implementation of this Agreement, a Franco-Moroccan working group shall be established. Its task shall be to work out an implementation programme and to decide upon all necessary actions with a view to implementing the above articles. The working group, whose members shall be chosen

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 694, p. 51.

by their respective Governments, shall meet twice a year. The meeting shall be held in the spring with a view to preparing for the new school term in such a way as to allow the French authorities sufficient time to organize a teaching programme.

Article 17

Each of the Contracting Parties shall notify the other of the completion of the constitutional formalities required for the entry into force of this Agreement, which shall take place on the first day of the second month following the date of the second such notification.

DONE at Paris on 14 November 1983 in duplicate in the French and Arabic languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

ALAIN SAVARY

For the Government
of the Kingdom of Morocco:

LARAKI

ANNEX

Educational books and documents in the Arabic language from Morocco which the Moroccan authorities have decided should be used in the instruction provided for in this Agreement, either within the framework of the regular or after-school academic activities of the schools or outside of the regular hours of French secondary establishments, shall be imported free of customs duties and taxes.

The granting of this regime shall be contingent, in each case, on the prior submission of a request signed by the head of the central authority which shall be designated by mutual agreement for that purpose.

This request must indicate the distribution of books and materials by the recipient establishment and must include a commitment to forward them to the stated destination.

The books shall remain the property of the Kingdom of Morocco until such time as they are delivered, where appropriate, to the families concerned, against a receipt.

The books and materials benefiting from these exemptions may be neither given nor lent, free of charge or in return for payment, to any persons other than the pupils without the prior agreement of the competent national administrations.
